

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - BIC/sm

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Presse et Info

Seite-Nr.

1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					

Wochentelex 20/85 V e r t r a u l i c h

Voyage CFA en Syrie.

Continuant son périple proche-oriental, Le Chef du département s'est rendu en visite officielle en Syrie du 10 au 13 mai 1985. Il s'est entretenu à cette occasion avec son homologue El-Chareh, le Vice-président de la République Khaddam, le Premier ministre El Kassem et le Président Assad. Accueil fut particulièrement chaleureux démontrant intérêt syrien à rôle qu'un état neutre comme la Suisse est susceptible de jouer sur la scène internationale. Vous trouvez ci-après bref compte-rendu entretiens avec El-Chareh, procès-verbal détaillé suivra sous peu:

Conflit Moyen-Orient: Après avoir fait l'historique du conflit du Moyen-Orient et remonté jusqu'aux accords Sykes-Picot de 1916, El-Ch. a souligné que les problèmes de la région avaient entre autres pour origine le démantèlement de la grande Syrie en quatre entités: la Syrie, le Liban, la Jordanie et la Palestine. Il a ensuite abordé le problème de la création de l'état d'Israel par les Nations Unies relevant que ce pays a, depuis qu'il existe, par la conquête, multiplié par cinq la superficie de son territoire. En ce qui concerne les divers plans en vue d'un règlement du problème palestinien, El-Ch. relève que la Syrie s'oppose à tout accord qui ne ferait pas l'unanimité des Palestiniens et des gouvernements

Letzte Zeile

84 150 000 2-1665

Datum: 13.5.1985
Tel. intern 30 52

Visum:

Dodis



Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

arabes. Il remarque qu'un consensus général a été atteint en 1982 avec la Charte de Fès et que partant toute tentative de règlement partiel, tels l'accord d'Amman et les initiatives de Moubarak, est vouée à l'échec. Pour la Syrie, seule une conférence internationale réunissant toutes les parties au conflit sous l'égide des Nations Unies telle qu'elle est prévue par la Charte de Fès, serait à même d'amener une solution. Tout règlement tendant à imposer la paix par la force restera sans lendemain.

Liban: El-Ch. a rappelé le rôle que la Syrie joue dans ce pays depuis le déclenchement de la guerre civile. La Syrie a toujours appuyé les plans de réforme constitutionnelle, s'est délibérément opposée à toute forme de confessionnalisme et à la "cantonisation" de cet état.

Guerre Iran/Irak: El-Ch. explique que si la Syrie, qui avait condamné dès le début cette guerre, appuie maintenant le gouvernement iranien, c'est parce que celui-ci s'est clairement rangé dans le camp arabe, rompant tout lien avec l'ennemi israélien. Cette prise de position de Damas n'implique nullement que le gouvernement syrien soit prêt à adopter les thèses et les méthodes khomeinistes. El-Ch. précise que la Syrie est un état laïc et compte bien le demeurer.

UNESCO: Dans ce domaine, les Syriens ne partagent pas nos préoccupations quant au désordre et au gaspillage attribués à la gestion du Directeur général, mais voient, dans la position des Etats-Unis, une manoeuvre purement politique visant à assurer son hégémonie sur toutes les organisations internationales.

Letzte
Zeile

184 150 000 24065

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Voyage CFA au Liban.

Dimanche 12.05.85, CFA a pris décision définitive répondre favorablement à invitation Président République libanaise se rendre à Beyrouth. Séjour dans capitale libanaise prévu du lundi 13 dès 10.00 au mardi 14 tôt le matin. Programme prévoit une moitié du temps à l'est et l'autre moitié à l'ouest, en dépit difficultés passer ligne de démarcation.

En plus du Président de la République, CFA devrait avoir des entretiens avec Karamé, Husseini, Berri et Joublatt. Opération se présente évidemment sous conditions difficiles vu situation qui règne actuellement à Beyrouth. Ici également recevrez informations plus détaillées dès retour délégation à Berne.

Conseil de l'Europe: Secrétaire général du Conseil de l'Europe, l'ancien MAE espagnol M. Oreja, a effectué le 6 mai une visite officielle à Berne, à l'invitation de CFA. Il a également rencontré la Conseillère fédérale Kopp, le Conseiller fédéral Egli et les hauts fonctionnaires de l'Administration fédérale responsables du Conseil de l'Europe. La visite était placée sous le signe de la relance en cours de l'Organisation de Strasbourg, qui a été saluée de toute part.

Entretiens chez CFA ont porté sur le rôle futur du Conseil de l'Europe dans la nouvelle phase de construction européenne, marquée par l'élargissement de la CE à 12 des 21 Etats membres de l'Organisation de Strasbourg. Accord que la construction européenne devrait

Letzte Zeile

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

être réalisée dans le cadre le plus large possible et qu'il s'agissait par conséquent de développer la coopération entre le Conseil de l'Europe et la CE. Accord également que le dialogue politique à Strasbourg devrait être renforcé et rendu plus vivant et que des priorités claires devraient être fixées dans les activités du Conseil de l'Europe. Autres thèmes abordés: la tenue éventuelle en Suisse d'une Conférence ministérielle européenne sur les médias et le rôle du Conseil de l'Europe dans les relations Est/Ouest et le Dialogue Nord/Sud.

Chez Mme Kopp il a notamment été question de l'importance de donner rapidement des suites concrètes à la Conférence ministérielle sur les droits de l'homme de mars dernier à Vienne, du renforcement de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme et du problème des réfugiés.

La réunion chez M. Egli a porté sur la coopération en matière de médias, de la science et de la technologie, de la protection de l'environnement et dans le domaine culturel.

Visite en Corée du Secrétaire d'Etat Brunner: un certain nombre d'impressions fortes se dégagent de cette visite:

1. Le degré de sympathie dont bénéficie notre pays à la fois pour son rôle au sein de la NNSC que pour la position qu'il a prise lorsque les Soviétiques ont abattu l'avion de ligne coréen en 1983. Pour des raisons historiques les relations avec le Japon ne seront jamais entièrement normalisées et celles avec les Etats-Unis

Letzte
Zeile

84 150 000 2-665

Datum: _____	Visum:
Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

connaissent des hauts et des bas. L'Europe pourrait profiter de cette constellation.

2. Le problème de la réunification de la péninsule est le sujet politique dominant. Sur un plan réaliste on ne peut concevoir cette réunification sans que le Nord ou le Sud capitule. Dès lors on assiste à des manoeuvres souvent de propagande pour rejeter sur l'autre les fautes de l'impasse.

3. On a à faire à un peuple extraordinairement travailleur, industriel et ambitieux. Le pays se transforme en une nation industrielle. A cela s'ajoute que le grand nombre de congrès et de manifestations internationales qui auront lieu à Séoul ces prochaines années, fait marquer des points à la Corée du Sud sur le Nord. On craint dès lors des tentatives de sabotage des Jeux Olympiques qui pourraient provoquer le Nord par de graves incidents de frontière.

4. A Panmunjom on réalise à quel point la situation reste tendue dans la péninsule et le rôle indispensable de la NNSC. Elle pourrait être appelée à élargir son rôle. La délégation suisse semble particulièrement appréciée par toutes les parties. (Ausführlicher Bericht siehe Teil II).

Demarche gegenüber Iran und Irak betreffend C-Waffeneinsatz und humanitäres Voelkerrecht:

Mit Note vom 19. April hat Iran schweizerische Regierung aufgefordert, C-Waffeneinsatz des Iraks zu verurteilen. Haben Gelegenheit wahrgenommen, um Botschaftern Irans und Iraks unseren Standpunkt darzulegen. Haben in unserer Antwort vom 10. Mai

Letzte Zeile

Datum: _____	Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

iranischem Botschafter erklärt, dass schweizerische Behörden von Berichten der UNO und Stellungnahme des Praesidenten UNO-Sicherheitsrat Kenntnis genommen haetten, die Besorgnis ueber den Einsatz von C-Waffen im iranisch-irakischen Konflikt entgegen internationaler Abmachungen von Genf (1925) teilten und sich erneutem Appell zur strikten Einhaltung der Konvention anschloessen. Nahmen Gelegenheit wahr, um einmal mehr unserer Erwartung Ausdruck zu geben, dass humanitaeres Recht in seiner Gesamtheit von beiden Kriegsparteien respektiert und dem IKRK Moeglichkeit zur Erfuellung seiner Mission gegeben werde. Gaben schliesslich einmal mehr auch unserer Hoffnung Ausdruck, dass sich beide Parteien um friedliche Beilegung Konflikts bemuehen moechten. Unternahmen parallele Demarche gegenueber irakischem Botschafter, dem wir entwprechendes Aide-memoire ueberreichten. Beide Gespraechе zeigten das nach wie vor tiefe gegenseitige Misstrauen und Beharren auf bekannten Standpunkten.

Muheim.

Letzte
Zeile

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Besuch von Staatssekretär Brunner in der Republik Korea

Dem Besuch von BRE wurde sowohl von Regierungsseite als auch von den Massenmedien die grösste Aufmerksamkeit geschenkt, die nicht nur auf die hiesigen Bemühungen um das internationale Ansehen des Landes, sondern vor allem auf den ausserordentlich grossen Goodwill, den die Republik Korea der Schweiz entgegenbringt, zurückzuführen ist. BRE wurde vom Ministerpräsidenten, dem Aussenminister, seinem "homologue" Vizeausserminister Lee Sang Ock, vom Präsidenten der nationalen Rotkreuzgesellschaft, dem Generalsekretär des Organisationskomitees der Olympischen Spiele 88 und einer Reihe weiterer Spitzenbeamten zu sehr offenen und informativen Gesprächen empfangen. In der Kookminuniversität hielt BRE vor über 600 Studenten einen Vortrag über die Richtlinien der schweizerischen Aussenpolitik, der im vollen Text in der Zeitung abgedruckt worden ist. Auf grosses Interesse stiess auch der Vortrag BREs über Sicherheitspolitik vor etwa 50 Vertretern des MAE und einer Reihe ausländischer Botschafter.

Nebst dem starken Willen zur Wiedervereinigung ist in den Gesprächen vor allem die Entschlossenheit Seouls zum Ausdruck gekommen, mit eigenen Kräften die Selbständigkeit und Unabhängigkeit des Landes politisch und militärisch zu stärken. Durch die Aufrüstung soll die militärische Ueberlegenheit des Nordens - sie ist offensichtlich sehr schwierig abzuschätzen - in den nächsten Jahren teilweise ausgeglichen werden. (Für Verteidigung werden im Süden 6 Prozent, im Norden ca. 25 Prozent des BSP aufgewendet.) Der Rückzug der USA aus Vietnam und vor allem aus dem Libanon hat dem Vertrauen Seouls in Washington geschadet und die Ueberzeugung gefördert, die Zukunft auf die eigenen Kräfte abstützen zu müssen. Die wirtschaftliche Entwicklung mit einem kontinuierlichen Wachstum von 7 - 8 Prozent ohne schwerwiegende sich für die Zukunft abzeichnenden Probleme dürfte (trotz des tiefen - im Vergleich zu Japan 4 mal kleineren - Prokopfeinkommens) die materielle Basis für dieses wachsende Selbstvertrauen stärken. Europa - und damit auch die Schweiz - geniesst aufgrund der zunehmenden Selbständigkeit gegenüber Washington und dem kolonialhistorisch bedingten Ressentiment gegenüber Tokyo wachsende Aufmerksamkeit Seouls.

Umsomehr kommt dem Besuch BREs im heutigen Zeitpunkt, wo die Schweiz hier nach wie vor über ein ausserordentlich hohes Ansehen verfügt und ihre Stellung im Hinblick auf die nicht nur wirtschaftlich bedeutungsvolle Zukunft des Landes behaupten muss, eine besondere Bedeutung zu. Der von BRE zum Ausdruck gebrachte Wille, die Beziehungen auf der politischen Ebene zu intensivieren (BRE übermittelte eine Einladung von CFA an den Aussenminister) und unsere Absicht, weiterhin am Engagement in der neutralen Ueberwachungskommission festzuhalten, stiessen auf ein sehr positives Echo. Ferner erläuterte BRE die Frage unseres UNO-Beitritts (der Beitrittswunsch Seouls scheiterte bisher am Widerstand der kommunistischen Staaten), sowie unsere Haltung gegenüber der UNESCO und dem Ost-West-Verhältnis (KSZE).

Beziehungen zu Nordkorea: Trotz der Annäherung und Kontaktaufnahme auf verschiedenen Ebenen in den letzten Monaten ist die Haltung Seouls gegenüber Pjoenjang weiterhin von Misstrauen geprägt. Dabei befürchtet Seoul von Nordkorea provozierte Zwischenfälle, die die weiterhin gespannte Lage sofort in eine schwere Krise führen könnten. Dennoch werden die Anstrengungen zur Normalisierung der Beziehungen, die aufgrund der Homogenität des koreanischen Volkes und der totalen Kontaktsperre zwischen der Bevölkerung im Norden und Süden nicht mit dem innerdeutschen Verhältnis verglichen werden können, fortgesetzt:

- die Wirtschaftsgespräche (Austausch von Listen der gegenseitigen Importwünsche, Frage der gegenseitigen Oeffnung der Häfen) werden am 17.5. wieder aufgenommen.

- Die Rotkreuzgespräche (wichtigstes Thema: Kontakt zwischen den 10 Mio. Mitgliedern getrennter Familien) werden vom 27. - 29.5. stattfinden.
- Die Initiativen Seouls zur Bildung gemeinsamer Sportteams sind von Pjoenjang noch nicht beantwortet worden. Samaranch (IOC) hat die Delegation beider Landesteile für den kommenden Oktober zu Gesprächen nach Lausanne eingeladen.
- Den Vorschlag Pjoenjangs gemeinsamer Parlamentssitzungen wird das hiesige Parlament in der nächsten Session beraten (vor einer Zustimmung müssten jedoch zuerst anderweitige Fortschritte erzielt werden).

Die Aussichten dieser Kontakte werden von Seoul pragmatisch, höchstens mit vorsichtigem Optimismus eingeschätzt, die Entwicklung der vergangenen Monate hat jedoch im Vergleich zu den 10 Jahren zuvor schon grosse Fortschritte gebracht. Positiv auf eine weitere Annäherung könnte sich die wachsende wirtschaftliche Diskrepanz (die Wirtschaft im Norden leidet vor allem unter den riesigen Verteidigungsausgaben) insofern auswirken, als Pjoenjang mit der Aufrüstung im Süden nicht mehr mithalten kann und unter dem Zugzwang steht, die Isolation zu überwinden, um an der Entwicklung des Südens und der Region teilzuhaben, negativ hingegen, insofern als die Bewusstwerdung über den Wohlstandsunterschied nach einer Oeffnung von der nördlichen Bevölkerung ideologisch immer schwerer verkraftet werden könnte.

Asian games 1986 / Olympiade 1988: Die erste Veranstaltung dient nicht nur als technische Probe für die zweite, sondern könnte gleichzeitig das internationale Ansehen für die Teilnahme der sozialistischen Staaten an der Olympiadestärken.

China hat für 1986 eine sichere Zusage gegeben und jene für 1988 in Aussicht gestellt. Für eine Teilnahme der UdSSR 1988 gibt es positive Hinweise. Pjoenjang versucht jedoch, seine beiden Schutzmächte von der Teilnahme abzuhalten. Ebenso befürchtet Seoul, dass während der Spiele von Nordkorea schwere Zwischenfälle provoziert werden könnten. - Der Entscheid über einen Auftrag an die Swiss Timing steht nächstens bevor.

Beziehungen zu China: In den inoffiziellen Beziehungen sind Fortschritte zu verzeichnen, denen Seoul grosse Wichtigkeit zumisst. Der Handel wird über Drittstaaten abgewickelt, die Reformen in China eröffnen neue Perspektiven. Der Intensivierung des direkten Handels stehen jedoch die Beziehungen Beijings mit Pjoenjangs entgegen.

Beziehungen zum Ostblock: Im Verhältnis zur Sowjetunion wurden nach dem Abschuss des koreanischen Flugzeugs nur geringe Fortschritte erzielt. Die Teilnahme an den JO 1988 wird über die weitere Entwicklung Aufschluss geben. Gegenüber dem Ostblock unterhält Seoul die besten - inoffiziellen - Beziehung mit Ungarn.

Besuch in Panmunjom (P): Am 6.5. hat BRE einen sehr eindrücklichen Besuch in P bei der schweizerischen Delegation in der neutralen Ueberwachungskommission abgestattet und ist dabei auch mit Mitgliedern der drei anderen in der Kommission vertretenen Nationen (Schweden, Tschechoslowakei und Polen) zusammengetroffen. Am Abend hat Generalkonsul (Generalmajor) Jordan verschiedene Generäle und höhere Offiziere der USA, Südkoreas und anderer unter dem UN-Kommando vertretener Nationen zu einem Bankett geladen. Der Besuch hat die grosse Bedeutung der Kommission und damit unseres Engagements am 38. Breitengrad sowohl für die Einhaltung des Waffenstillstandes als auch für die Sicherstellung eines Kontaktpunktes zwischen Nord und Süd in Erinnerung gerufen und den in erster Linie diplomatischen Charakter der Arbeit der Delegationsmitglieder verdeutlicht. Die entscheidende Rolle, die die schweizerische Delegation bei der Unterbindung der Schiesserei im vergangenen November gespielt hat, hat das Ansehen und die Moral der Delegation sehr gestärkt.

Am 7. Mai ist BRE nach Tokyo weitergereist.

EFTA-Ministertagung vom 9./10. Mai in Wien und
Treffen der EFTA-Minister mit Vertretern der EG-Kommission:

Haupttraktanden der ordentlichen Ministertagung waren internationale Wirtschafts- und Handelsfragen, Ausbau der Zusammenarbeit EG - EFTA-Länder und Folgen der dritten EG - Erweiterung. Schweizerische Delegation stand unter Leitung von Bundespräsident Kurt Furgler.

Internationale Wirtschaftsfragen: nähere Zukunft allgemein relativ günstig beurteilt, aber Beunruhigung mehrerer EFTA-Länder über Folgen der Wachstumsverlangsamung in USA. Verbindung von Wachstum mit Arbeitsplatzschaffung wurde als vordringliches Ziel für europäische Länder bezeichnet. Schweiz unterstrich, dass bestes Mittel zur Verwirklichung des Zieles zeitgerechte strukturelle Anpassung, Förderung der Ausbildung und noch vertiefere europäische Zusammenarbeit in Forschung und Entwicklung sei.

Internationale Handelsfragen: EFTA-Minister genehmigten gemeinsame Erklärung über Aussichten für neue Runde von Verhandlungen im GATT-Rahmen. Hauptakzent auf sorgfältiger Vorbereitung. Erklärung wird über GATT-Sekretariat allen Vertragsparteien zugeleitet. Schweiz unterstrich Dringlichkeit, Worte und Taten endlich in Einklang zu bringen, und legte Konzept dar, wie Vorbereitungsphase strukturiert werden sollte.

Ausbau Beziehungen EFTA-Länder/EG: allgemein wurde anerkannt, dass Fortschritte erzielt wurden. Starkes Interesse aller EFTA-Länder an Beteiligung an industriebezogenen EG-Forschungsprogrammen wie ESPRIT und RACE kam deutlich zum Ausdruck. Schweiz legte Hauptakzent auf multilaterale Vertiefung und Ausbau der Zusammenarbeit vor allem in handelsbezogenen Bereichen (Liberalisierung des öffentlichen Beschaffungswesens, Verbot Exportkreditsubventionen und mengenmässiger Ausfuhrbeschränkungen). Sie forderte diesbezüglich auch zusätzliche Anstrengungen innerhalb EFTA. Schweiz unterstrich vitale Bedeutung von Zusammenarbeit in Forschung und Entwicklung mit EG mit Hinweis darauf, dass interessierte Partner aus Nicht-EG-Ländern in der Lage sein müssen, angemessenen finanziellen und wissenschaftlichen Beitrag zu leisten.

Dritte EG-Erweiterung: alle EFTA-Länder begrüßten Erfolg der Beitrittsverhandlungen aus politischer und wirtschaftlicher Sicht. Sie unterstrichen einmal mehr, dass Nichtdiskriminierungsgrundsatz zwischen EG und EFTA-Ländern in Uebergangsprotokollen strikte zu beachten ist. Alle sprachen sich aus für bilaterale Verhandlungen unter enger gegenseitiger Information zwischen EFTA-Ländern und Abstimmung der gegenseitigen Positionen in Fragen gemeinsamen Interesses. Schweiz unterstrich zusätzlich, dass Portugal trotz Austritt aus EFTA Glied des europäischen Freihandelssystems bleiben wird und dieser Austritt in keiner Weise bedeutet, EFTA habe nicht weiterhin wichtige Aufgaben zu erfüllen.

Im Anschluss an ordentliche Ministertagung fand Treffen der EFTA-Minister mit Präsidenten der EG-Kommission, J. Delors, und dem für Aussenbeziehungen zuständigen Mitglied der Kommission, W. de Clercq, statt. In gemeinsamer Pressemitteilung wurde Wille bekräftigt, Zusammenarbeit in aktionsorientierter Haltung weiter zu vertiefen und auszudehnen. Teilnahme von Industrieunternehmen und Forschungsstellen in EFTA-Ländern an EG-Programmen über industrielle Forschung und Entwicklung wird unter noch zu bestimmenden Voraussetzungen ins Auge gefasst. In anschliessender Pressekonferenz unterstrich Präsident Delors, auf Intervention von Bundespräsident Furgler Bezug nehmend, besonderen Charakter der Beziehungen zwischen EFTA-Ländern und EG und befürwortete europäische Zusammenarbeit "à géométrie variable".

Bilaterale Wirtschaftsgespräche mit Italien:

Am 6. und 7. Mai 1985 weilte Botschafter Lévy in Rom zu Gesprächen im Aussenhandels- und Aussenministerium sowie in einer Reihe von Fachministerien. Neben handels- und verkehrspolitischen Fragen standen die Ergebnisse des 24 Stunden zuvor beendeten Bonner Weltwirtschaftsgipfels und Fragen der Europa-Politik im Vordergrund. Nach Ansicht des italienischen Vize-Sherpas bedeuten die Ergebnisse von Bonn eher einen kleinen Rückschritt gegenüber den Resultaten der OECD-Minister-Konferenz als umgekehrt. Bedauerlich war insbesondere, dass das Treffen weitestgehend im Banne der Frage nach dem Datum des Beginns der neuen GATT-Runde stand. Auch das Hervorheben der Problematik des Einschlusses der Landwirtschaft in die neue Runde wurde als kontraproduktiv empfunden. Sehr kritisch wurde die Haltung von Bundeskanzler Kohl und Frau Thatcher beurteilt. Bei der Erörterung der europäischen Fragen stach unter anderem die unterschiedliche Einstellung in den verschiedenen Ministerien gegenüber der Frage einer allfälligen Beteiligung der Schweiz an EG-Forschungsprojekten (ESPRIT) hervor: zurückhaltend im Aussenministerium, positiv im Industrieministerium.

Sprengstoffanschläge Genf (Wochentelex Nr. 18):

Sind von syrischer und libyscher Seite um Aufschluss über Hintergründe Attentate in Genf ersucht worden.

Haben syrischen und libyschen Begehren um Entsendung eines speziellen Sicherheitsexperten zur Erörterung Angelegenheit zugestimmt. Konnten dabei jedoch selbstverständlich aktive Mitwirkung an Ermittlungsverfahren nicht gestatten. Abklärungen nach wahrer Identität der gefassten Täter gestalten sich schwierig. Bisher hat auch noch keine Organisation Verantwortung für Attentate übernommen. Untersuchungen und Einvernahmen laufen weiter.

Luftverkehrsverhandlungen mit Japan:

Verhandlungen fandem am 9. und 10. Mai unter Vorsitz von BAZL-Direktor R. Künzi in Bern statt. Das erarbeitete Agreement erlaubt SR ab April 1986 wöchentlich 3 Flüge nach Tokyo, wovon 2 über Polarroute (neu) und 1 Flug über Solk-Route. Ab diesem Zeitpunkt werden zudem sämtliche Restriktionen im Frachtbereich aufgehoben werden. Begehren SR um Streckenverlängerung nach Seoul, resp. Peking sollen in nächster Verhandlungsrunde (Mai 1987) definitiv behandelt werden.

Muheim.

13. Mai 1985

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - BIC/smInterne VerteilerlisteBetrifft:

Wochentelex 20/85

VERTRAULICH

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Loréтан	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ritter Herr Wyss	RR WS
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz Herr Faivet	FA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Fetscherin Herr Faessler Herr de Dardel	PIA FN FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Wipfli Herr Boillat Herr Strauch	WIP BA STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wyttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler Kanzlei	GH Ei 101
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Uhl Minister Staehelin	MF UL ?
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

./.

- 2 -

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Frau Pauli	PS
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Glesti Herr Indermühle Herr Baumgartner	GLS IND BAG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Herr Bodenmüller	BOD
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Killias	KC
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Sunier	SQ
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr	
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
35 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 26 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Informations- und Pressedienst

Bern, den

13. Mai 1985

9 14. Mai 85 11

1.A.22.14.7.3. - BIC/SP
VERSAENDLISTE

Betrifft:

Wochentelex 20/85

VERTRAULICH

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Dublin	New York / UNO
Abu Dhabi	Guatemala	Oslo
Addis Abeba	Hanoi	Ottawa
Akkra	Harare	Panama
Algier	Havanna	Panmunjom
Amman	Helsinki	Paris
Ankara	Islamabad	Paris / OECD
Asuncion	Jakarta	Paris / UNESCO
Athen	Kairo	Prag
Bagdad	Khartoum	Pretoria
Bangkok	Kigali	Quito
Beijing	Kinshasa	Rabat
Beirut	Kopenhagen	Riad
Belgrad	Kuala Lumpur	Rom
Berlin DDR	Kuwait	San José
Bogota	Lagos	Santiago de Chile
Bonn	La Paz	Singapur
Brasilia	Lima	Sofia
Brüssel	Lissabon	Stockholm
Brüssel / Mission	London	Strassburg / Europarat
Budapest	Luanda	Söl
Buenos Aires	Luxembourg	Tananarive
Bukarest	Madrid	Teheran + Fremde Inter.
Canberra	Manila	Tel-Aviv
Caracas	Maputo	Tokio
Colombo	Mexico	Tripolis
Conakry	Monrovia	Tunis
Dakar	Montevideo	Warschau
Damaskus	Moskau	Washington
Dar es Salaam	Nairobi	Wellington
Den Haag	New Delhi	Wien
Dhaka		Yaoundé

GENERALKONSULATE:

Hong Kong
Mailand
München
New York
Frankfurt

Genf / IO

97 Vertretungen
+ 5 Generalkonsulate

102 total

=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
Informations- und Pressedienst

Bern, den **13. Mai 1985**
VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. -
BIC/sm

T E L E G R A M M (CH)

Wochentelex 20/85

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- Ankara	- Lagos	- Peking
- Bagdad	- Lissabon	- Prag
- Bangkok	- London	- Pretoria
- Brasilia	- Luxemburg	- Rabat
- Brüssel (Botschaft + Mission)	- Madrid	- Riad
- Buenos Aires	- Mexiko	- Rom
- Canberra	- Moskau	- Santiago
- Caracas	- Nairobi	- Stockholm
- Dar es Salaam	- New Delhi	- Teheran
- Den Haag	- New York/Swissobser	- Tel Aviv
- Dublin	- Ottawa	- Tokio
- Helsinki	- Oslo	- Warschau
- Jakarta	- Paris (auch OECD)	- Washington
- Kairo		- Wien

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.